

Pas de LBD contre les clandestins qui marchent sur l'Elysée, Darmanin ?

écrit par Christine Tasin | 20 septembre 2020



Ils sont illégaux, entrés sans visa, séjournant sans autorisation, et ils viennent pleurer, demandant l'égalité des droits !

Enorme !

Et ce ne sont pas les associations qui les soutiennent, encadrent, poussent à agir... qui vont les calmer, au contraire.

Le déni de la loi est patent... et le gouvernement ne dit rien. Ne fait rien. Tant Macron est idéologiquement proche des dégénérés de gauche.

Pire encore, il ne demande que cela, lui, régulariser, naturaliser, ouvrir les portes de la France. C'est bien ce qu'il faut pour accomplir sa mission : détruire la France.

<https://resistancerepublicaine.com/2020/09/18/pour-macron-de-truire-ce-quest-la-france-est-une-mission/>

Alors ceux qui sont des délinquants puisque entrés et

séjournant en toute illégalité sur notre territoire y vont, le visage découvert... annonçant sans état d'âme une marche d'un mois pour monter à Paris... Qui va payer les frais, la nourriture, l'hébergement, à votre avis ? Le contribuable ponctionné d'impôts servant à subventionner grassement les associations, évidemment...

Et ils se permettent de pleurnicher parce que, à cause du Covid, ces gens-là qui nous imposent leur présence, non désirée, inutile (on n'a pas besoin d'eux avec nos millions de chômeurs et de pauvres) auraient perdu leur travail "au noir" à cause du Covid. Depuis quand, en France, on reconnaît ouvertement que l'on travaille au noir, donc dans l'illégalité ? Depuis qu'il y a des clandestins... qui ont tous les droits, surtout ceux que nous n'avons pas !

Quant aux revendications... on est chez les dégénérés. Fermeture des centres de rétention, et pourquoi pas une priorité pour avoir un logement social, quand nos propres SDF dépendent du 115 pour avoir un abri dans des centres où ils sont en danger ?

Le plus beau : ils dénoncent une *inégalité des droits aux prétextes de la nationalité ou de la couleur de peau* . Ben oui, coco, la Déclaration des droits de l'homme, en France, c'est notre constitution, elle ne s'appelle pas "Déclaration des droits de l'homme, mais Déclaration des droits de l'homme Et du citoyen. Les droits sont réservés au citoyen du pays, tout simplement, tout normalement.

Mais le plus scandaleux c'est que Maires écolos-dingos, gauchos ou macroniens vont se mettre en quatre, sur leur parcours pour aider les clandestins, les illégaux... et que Darmanin va se garder de faire des vagues en surveillant, encadrant, limitant les déplacements. Or, au vu de ce que les nôtres se sont pris dans la figure quand ils étaient gilets jaunes, les illégaux devraient être dispersés dès maintenant à coups de LBD. Non pas à cause de l'égalité des

droits, mais pour une certaine idée de la justice.

Mais de la justice il n'en est plus guère en ce qui fut le beau pays de France, terre de 1789 et de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen qui nous a appris qu'il ne peut y avoir que des citoyens, et non des gens n'existant que selon leur couleur, leur sexe, leur orientation sexuelle, leur religion... tous ces gens-là ne sont pas et ne peuvent pas être français tout simplement parce qu'ils sont hors-la-loi.

Une marche nationale de clandestins met le cap sur l'Élysée

La Marche des solidarités réclame la régularisation des immigrés illégaux, la fermeture des centres de rétention administrative et un logement pour tous... Depuis Marseille, les manifestants comptent marcher jusqu'à Paris pour se faire entendre.

Ils sont environ 200 à s'être élancés depuis Marseille pour aller jusqu'à... l'Élysée. La Marche des solidarités a démarré dans l'après-midi de ce samedi 19 septembre. Les manifestants prévoient de faire étape dans plusieurs villes de France avant de rejoindre Paris, le 17 octobre prochain. Comme le relate Le Monde, les organisateurs de la Marche des solidarités – composée de 15 collectifs de clandestins, d'Etats généraux des migrations et de plus de 120 associations – comptent demander la régularisation de « *tous les sans-papiers sans exception* ».

« Nous sommes tous des enfants d'immigrés », lancent les manifestants de la marche de la solidarité [#Marseille](#) [@lamarsweb](#) [pic.twitter.com/EzgisjJB2e](#)

– Amaury Baqué (@AmauryBaque) [September 19, 2020](#)

Une lettre ouverte, en ligne sur le site de la Marche des

solidarités et relayée par Mediapart, a d'ailleurs été adressée à Emmanuel Macron : « *Monsieur le président, nous marchons. Des quatre coins du pays, pour l'égalité, nous marchons.* » On pouvait y lire aussi : « *Plusieurs centaines d'entre nous, sans-papiers en tête, vont traverser ce pays où nous vivons, venus du sud, du nord, de l'est et de l'ouest, appuyés par la solidarité des habitantes et habitants sur les ronds-points, les routes, les places de nos villages, les quartiers de nos villes.* » Ils appellent à la fermeture des centres de rétention administrative (CRA) et dénoncent de ce fait une « *inégalité des droits aux prétextes de la nationalité ou de la couleur de peau* ».

Une « population en danger et non pas dangereuse »

Au sein du cortège, des militants pointent du doigt « *la situation catastrophique des sans-papiers* », relate Le Monde. Pour eux, il s'agirait d'une « *population en danger* » et non pas « *dangereuse* ». La représentante Sud-Est du Comité intermouvements auprès des évacués (Cimade), Brigitte Appia, déplore la situation de ces individus qui s'est aggravée avec la crise sanitaire liée au coronavirus. « *Des sans-papiers se sont manifestés auprès des associations après avoir perdu le travail au noir qu'ils effectuaient pour survivre* », a-t-elle déclaré. La porte-parole de la Cimade a ajouté : « *Chaque nouvelle loi rétrécit un peu plus leurs droits qu'il n'y ait jamais de régularisation par le travail. Nous souhaitons une mise à plat des lois qui depuis des années s'empilent et complexifient le parcours des demandeurs d'asile* », relaye Le Monde.

<https://www.valeursactuelles.com/societe/video-une-marche-nationale-de-clandestins-met-le-cap-sur-le-lysee-123803>